



Marchés financiers

Retour sur le premier
semestre 2025



SIX MOIS SOUS HAUTE TENSION

Entre résilience économique, choc douanier et arbitrages tactiques, les six premiers mois de 2025 ont mis les nerfs des investisseurs à rude épreuve. Mais au terme d'un semestre chahuté, les marchés actions et obligations affichent dans l'ensemble des performances honorables, portés par une réallocation dynamique des capitaux et une capacité d'adaptation remarquable face à une série de secousses politiques et économiques.

Un cycle fragilisé

L'économie mondiale n'a pas sombré, mais elle a ralenti. La baisse des prévisions de croissance, l'OCDE tablant désormais sur une croissance mondiale de 2,9 %, reflète un essoufflement, surtout dans les économies avancées. À l'image d'un processus de désinflation inégal, ce ralentissement s'est accompagné de trajectoires monétaires de plus en plus divergentes.

La Banque centrale européenne (BCE) a abaissé ses taux pour relancer une économie européenne en sous-régime, tandis que la Réserve fédérale américaine (Fed) reste suspendue à une inflation américaine tenace. De son côté, la Banque du Japon a poursuivi sa normalisation, poussant ses taux à des niveaux inédits depuis plus de quinze ans.

Ces divergences ont généré des mouvements de capitaux significatifs, notamment vers l'Europe, où les valorisations paraissent plus attractives et les politiques de soutien plus visibles.

Une posture relativisante

Sur le plan économique, le moment fort du semestre a été l'annonce le 2 avril de droits de douane mondiaux, baptisés « tarifs réciproques », par Donald Trump. L'annonce a provoqué une onde de choc immédiate sur les marchés, avec un repli coordonné des actions et une ruée vers l'or et les obligations européennes.

Mais à peine ces droits de douane mis en place, le président américain a temporisé, comme dans bien d'autres dossiers commerciaux. Certains analystes

appellent cette posture l'effet « TACO »¹ (atténuation en dernière minute des mesures), une posture qui incite les marchés à relativiser ses annonces.

Aux États-Unis, le S&P 500 a progressé de 2,7 %² au cours de la première partie de l'année, tandis que l'Euro Stoxx 50, porté par l'afflux d'investisseurs refroidis par la politique de Donald Trump, s'est envolé de 12,8 %³.

Rotations sectorielles rapides

Au niveau sectoriel, l'année avait commencé dans la continuité de 2024, avec une dominance persistante des grandes valeurs technologiques américaines. Mais la dynamique a rapidement changé avec la correction des Sept Fantastiques (Apple, Microsoft, Amazon, Alphabet, Meta, Nvidia et Tesla). Cette dernière s'expliquait tant par des craintes sur les niveaux de valorisation que par la réussite de l'entreprise chinoise Deepseek à développer un modèle d'intelligence artificielle (IA) performant à moindres coûts. De solides chiffres trimestriels ont contribué à apaiser les inquiétudes.

En parallèle, d'autres secteurs ont pris le relais. Plus défensive, la santé a profité d'un regain d'intérêt des investisseurs dans un contexte de vieillissement démographique, de normalisation post-covid et de demande structurelle forte. En Europe, Verallia, Roche ou Sartorius ont illustré ce regain d'attractivité. Les valeurs financières ont également bien résisté, grâce à des marges d'intérêt encore élevées et des politiques généreuses de retour aux actionnaires, en particulier du côté des banques européennes. Enfin, l'industrie — dans ses dimensions défense, transition énergétique et infrastructures — a profité des grands plans de relance, des dépenses publiques et des besoins en électrification.

L'énergie en contre-tendance

Les matières premières, en revanche, ont déçu. Les prix du pétrole sont restés faibles durant une bonne partie du semestre, pénalisant les majors pétrolières et les entreprises liées aux matériaux. La demande chinoise s'est révélée trop timide pour soutenir les cours, tandis que les marchés anticipaient déjà un ralentissement mondial.

Mais un facteur inattendu est venu réinjecter une dose de risque : l'intensification des tensions au Moyen-Orient, avec l'escalade entre l'Iran et Israël à la mi-juin. Ce conflit a ravivé les craintes d'une perturbation de l'approvisionnement via le détroit d'Ormuz, par lequel transitent 20 % du pétrole mondial.

Obligations : courte durée, haute intensité

Sur les marchés obligataires, la stabilité est revenue... mais elle reste fragile. Aux États-Unis, les tensions budgétaires et la dégradation de la note souveraine par Moody's⁴ ont accentué la volatilité sur les taux longs, avec un taux à 10 ans oscillant autour de 4,45 %⁵. Les obligations à court terme, en revanche, ont continué d'attirer des flux de capitaux grâce à des rendements attractifs.

Dans la zone euro, la baisse des taux de la BCE a contribué à une détente des écarts de taux entre États dont a notamment profité la France après la confirmation de sa note AA-. Le taux du Bund allemand à 10 ans est resté stable autour de 2,55 %⁶. Le segment des obligations d'entreprises a connu un premier semestre relativement stable, les investisseurs restant présents mais se montrant plus prudents après une bonne année 2024.

Émergents : sélectivité payante

Les marchés émergents ont signé l'une des meilleures performances du semestre, avec un bond de 12,2 % en dollars⁷. Mais derrière ce chiffre se cache une forte disparité. L'Inde, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique latine ont tiré leur épingle du jeu, portées par une croissance domestique dynamique, une stabilité politique relative, et des valorisations attractives. En revanche, la Chine continue de décevoir. Le secteur immobilier reste fragile, la croissance molle, et les annonces de soutien économique sont jugées trop timides par les investisseurs étrangers.

Les enseignements à retenir

Si l'on devait résumer ce premier semestre 2025 en une formule, ce serait : volatilité tactique, résilience stratégique. Les investisseurs ont dû composer avec une série de chocs — douaniers, budgétaires, géopolitiques — sans jamais perdre de vue les fondamentaux.

In fine, la politique de Donald Trump ou les tensions au Moyen-Orient rappellent que la géopolitique est de nouveau un moteur de marché. Dans ce contexte, la diversification géographique et sectorielle, la préférence pour les bilans solides et la réactivité face aux données macroéconomiques sont redevenues essentielles.

MARCHÉS FINANCIERS : LES SEPT THÈMES POUR LE SECOND SEMESTRE 2025

1 Impact des droits de douane

Dans le sillage d'un printemps mouvementé sur le front du commerce international, la seconde moitié de l'année s'annonce tout aussi incertaine sur la question des droits de douane. L'arrivée à échéance de la suspension des tarifs douaniers dits « réciproques » aux États-Unis pourrait bien raviver les tensions cet été. Donald Trump a déclaré en juin vouloir imposer unilatéralement des droits de douane aux pays n'ayant pas conclu d'accord commercial avec Washington d'ici là⁸. Cette annonce a, pour l'instant, peu influencé les marchés, possiblement en raison de leur familiarité croissante avec la nature fluctuante de la politique menée par le gouvernement américain. Il semble toutefois inévitable que les taxes sur les importations aux États-Unis seront durablement plus élevées que ces dernières années, posant une question cruciale : qui, in fine, en supportera le coût ?

Le président américain a publiquement enjoint les distributeurs à absorber cette hausse plutôt que de la répercuter sur les consommateurs⁹. Jusqu'à présent, cette stratégie semble avoir porté ses fruits, comme en témoigne la stabilisation de l'inflation sous-jacente aux États-Unis en avril et mai¹⁰. Il faut toutefois noter que de nombreuses entreprises importatrices avaient anticipé ces hausses tarifaires, gonflant leurs volumes d'importations, ce qui a contribué à un déficit commercial record de 394 milliards \$ au cours des trois premiers mois de l'année¹¹. Mais à mesure que les droits de douane prennent une dimension plus structurelle, le dilemme devient plus complexe pour les entreprises concernées : doivent-elles répercuter les tarifs douaniers sur leurs prix de vente, ou consentir à une réduction durable de leurs marges bénéficiaires ?



Quelles implications pour vos investissements ?

- Jusqu'à présent, les entreprises américaines ont su jongler avec les attentes des marchés et les incertitudes commerciales pour continuer à livrer des bulletins trimestriels bien accueillis. Mais cet exercice d'équilibriste pourrait se révéler de plus en plus périlleux à mesure que s'impose un arbitrage difficile entre préservation des marges et hausse des prix. Cette tension accrue pourrait se traduire par une volatilité plus marquée sur les marchés, d'autant que les mouvements de cours sont aujourd'hui amplifiés par les nombreux investisseurs recourant à des stratégies systématiques et automatisées, souvent déclenchées par des signaux similaires.
- L'impact des droits de douane appelle à une plus grande sélectivité dans le choix des actions. Les sociétés disposant d'un faible pouvoir de fixation des prix — en raison, par exemple, d'une forte concurrence — risquent de voir leurs marges fortement comprimées si les droits de douane sont confirmés à un niveau élevé.

2 Désynchronisation des cycles économiques

Alors que les dernières décennies avaient été marquées par une relative convergence des cycles conjoncturels et des politiques monétaires à l'échelle mondiale, une dynamique opposée semble s'installer depuis quelques années. Déjà perceptible à la sortie de la pandémie, avec des stratégies sanitaires et des plans de relance fortement différenciés selon les régions, cette désynchronisation s'accroît sous l'effet de la politique isolationniste de l'administration Trump.

Tandis que l'Europe amorce une phase de reprise, portée notamment par les investissements publics en Allemagne et la montée en puissance des dépenses de défense, les États-Unis semblent s'engager dans une phase de ralentissement. Le diagnostic conjoncturel précis demeure toutefois incertain. L'administration Trump espère un creux cyclique rapide accompagné d'une nette désinflation en vue d'une vive reprise, soutenue par l'industrie et les infrastructures. La Réserve fédérale américaine redoute pour sa part un affaiblissement plus graduel de la conjoncture, avec une inflation persistante qui pourrait nourrir un scénario de stagflation, particulièrement redouté.

À ce stade, de nombreuses nuances restent possibles entre ces deux trajectoires. Il conviendra donc de suivre avec attention les indicateurs mensuels d'activité issus d'enquêtes menées auprès des directeurs d'achat. Aux États-Unis, l'évolution des indices de l'Institute for Supply Management (ISM), tant pour le secteur manufacturier que non manufacturier, devrait permettre de clarifier l'orientation du cycle économique au cours des prochains mois.

Dans la zone euro, les indices PMI (Purchasing Managers Index) pour l'industrie manufacturière et les services seront également déterminants. La confirmation d'une reprise dépendra notamment de la diffusion du redressement industriel vers le secteur des services.



Quelles implications pour vos investissements ?

- En Europe, les actifs les plus sensibles au cycle conjoncturel sont à privilégier, notamment les valeurs cycliques et le segment value, constitué de titres faiblement valorisés. Un renforcement progressif des petites et moyennes capitalisations s'avère également pertinent, leur agilité leur permettant de tirer rapidement parti d'une reprise économique. Sur le plan sectoriel, l'immobilier, la consommation discrétionnaire (dont l'automobile), les biens et services industriels, la logistique, le tourisme ou encore les technologies offrent des perspectives intéressantes dans ce contexte de redémarrage.
- Aux États-Unis, le positionnement s'avère plus complexe, les valeurs défensives et à faible volatilité s'étant déjà fortement appréciées. Dans ce contexte, les entreprises financièrement solides, capables de faire face à un environnement plus incertain tout en poursuivant leurs investissements, présentent un intérêt pour une allocation de moyen terme. Cela inclut les actions de croissance de qualité, notamment celles actives dans

l'intelligence artificielle présentant toujours des niveaux de valorisation décents.

- Les valeurs liées aux matières premières — en tant que couverture partielle contre l'inflation — ainsi que le secteur de la défense peuvent également jouer un rôle de diversification. Une approche flexible reste néanmoins essentielle pour ajuster l'allocation en fonction de l'évolution des indicateurs macroéconomiques.

3 Des taux plus élevés, plus longtemps

Surnommée *higher for longer* sur les marchés, la tendance au maintien des taux directeurs à un niveau élevé reste une réalité aux États-Unis. Malgré les critiques de Donald Trump, la Réserve fédérale (Fed) a conservé son taux directeur dans une fourchette de 4,25 % à 4,50 %¹² depuis le début de l'année. Cette politique s'explique par une inflation sous-jacente encore tenace, à 2,8 % en mai¹³, et par l'incertitude liée aux effets potentiels des droits de douane sur les prix.

L'institution rappelle qu'elle réévalue en permanence la situation à la lumière des données macroéconomiques, laissant entendre qu'elle adoptera une posture prudente tant que l'inflation ne tendra pas vers son objectif de 2 %. S'il reste difficile d'établir un calendrier précis, notamment en raison des incertitudes sur les prix du pétrole (voir point 5. Le pétrole en trouble-fête), cette trajectoire monétaire demeure un paramètre clé pour toute stratégie d'investissement. Aux États-Unis, le taux à 30 ans, proche de 5 %¹⁴, capte logiquement une partie des capitaux qui, en d'autres circonstances, aurait pu se diriger vers les actions (à dividende).

Sur le plan économique, ces taux élevés pèsent sur la dynamique d'investissement, en renchérissant le coût du capital, et augmentent les risques de défaut, en particulier dans un contexte de ralentissement. Au premier semestre, 4,3 % de la dette des ménages américains était en situation de défaut, un plus haut depuis 2020¹⁵, en grande partie en raison d'une hausse des impayés sur les cartes de crédit et les prêts étudiants.



Quelles implications pour vos investissements ?

- Dans un environnement marqué par des taux élevés et une croissance modérée, la prudence reste de mise vis-à-vis des obligations les plus risquées, notamment les *junk bonds*, émises par des entreprises jugées



spéculatives par les agences de notation telles que Moody's ou Standard & Poor's.

- Face aux incertitudes actuelles, il convient d'appliquer une stratégie flexible capable de s'adapter aux données économiques et excès des marchés.
- Du côté des actions, les entreprises fortement endettées en dollars subissent une dégradation de leur rentabilité sous l'effet de charges d'intérêts plus élevées. À l'inverse, des taux longs durablement hauts bénéficient au secteur financier (banques et compagnies d'assurances).

4 La faiblesse du dollar

Véritable surprise du premier semestre, la chute du dollar pourrait bien se prolonger. À court terme, l'une des principales menaces réside dans un scénario de stagflation aux États-Unis, combinant faible croissance et inflation élevée. Plus structurellement, la dette publique continue d'inquiéter : la dette nette a plus que doublé en dix ans pour atteindre 28.950 milliards \$¹⁶. Et la réforme fiscale et budgétaire défendue par Donald Trump risquerait d'aggraver la situation, avec un impact estimé à 2.967 milliards \$ de déficit supplémentaire sur dix ans¹⁷.

À cela s'ajoute un climat politique délétère, qui pousse certains investisseurs à réduire leur exposition au billet vert, d'autant que les tensions pourraient encore s'intensifier à l'approche des élections de mi-mandat de 2026, où la majorité au Congrès sera en jeu. Cela dit, tout n'est pas négatif. Une série d'indicateurs économiques rassurants pourrait soutenir le dollar à court terme. Les anticipations actuelles autour de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine jouent également en faveur de la devise américaine.



Quelles implications pour vos investissements ?

- De façon générale, la grande différence par rapport à il y a six mois, c'est que le dollar est désormais perçu comme un risque à part entière. Cela ne signifie pas qu'il faille l'éviter à tout prix, mais toute exposition au billet vert doit désormais être correctement rémunérée.
- Dans ce contexte, certaines devises peuvent offrir des alternatives de diversification pour protéger un portefeuille obligataire du risque dollar. Parmi les monnaies permettant de se prémunir d'une détérioration de la conjoncture américaine, citons l'euro, les dollars australien et néo-zélandais,

le won sud-coréen, les devises scandinaves, ainsi que le forint hongrois et la couronne tchèque en Europe centrale. Le yen japonais présente également un intérêt, comme détaillé au point « 6. Le Japon, refuge des investisseurs ».

5 Le pétrole en trouble-fête

Le pétrole reste un facteur susceptible de rebattre les cartes. L'irruption, à la mi-juin, d'un conflit ouvert entre l'Iran et Israël a ravivé les craintes des marchés, en raison de son impact potentiel sur la production iranienne, celle de pays voisins comme l'Irak, ou encore sur le détroit d'Ormuz — par où transitent près de 20 % du pétrole mondial.

Donald Trump souhaite pour sa part dynamiser l'exploitation domestique, notamment en assouplissant les restrictions sur les forages en Alaska. Mais le secteur reste prudent. Depuis le début de l'année, le nombre de forages d'hydrocarbures en activité aux États-Unis a reculé de 6 %¹⁸. L'Agence américaine d'information sur l'énergie envisage même une baisse de la production de brut en 2026¹⁹.

Ces perspectives modérées traduisent avant tout une réticence à investir en raison de la baisse des prix en début d'année. Une remontée marquée des cours du pétrole serait toutefois encore bien plus néfaste pour l'économie américaine en renforçant les tensions inflationnistes.

Évidemment, l'Europe comme l'Asie ne seraient pas épargnées, comme l'a brutalement démontré la crise énergétique de 2022.

Quelles implications pour vos investissements ?

- Le pétrole reste avant tout un indicateur clé à surveiller pour son impact potentiel sur l'inflation et, par ricochet, sur les taux d'intérêt. Une remontée des cours du brut accentuerait le risque de stagflation aux États-Unis, tout en exerçant une pression sur les bénéfices des entreprises via la hausse des coûts énergétiques et logistiques — un cocktail défavorable pour les marchés actions.
- En influant sur l'inflation, le pétrole peut également peser sur l'évolution des taux d'intérêt. Il constitue donc un paramètre essentiel à surveiller pour les investisseurs obligataires qui devront plus que jamais faire preuve de flexibilité au second semestre.

6 Le Japon, refuge des investisseurs

Très en vue en 2023 et 2024 grâce au redéploiement de capitaux fuyant la crise immobilière chinoise, les marchés japonais marquent le pas cette année. La Bourse de Tokyo a notamment souffert du ralentissement cyclique de l'économie et de la forte dépendance du pays aux exportations, alors que Washington annonçait début avril des droits de douane de 24 % sur les produits nippons. Signes rassurants, une étude a chiffré l'impact de ces tarifs douaniers à 0,59 %²⁰ du PIB et le Japon a rapidement engagé des discussions avec les États-Unis.

Par ailleurs, ce contexte ne doit pas faire oublier les progrès structurels en cours. Le pays mène une politique de reflation pour s'éloigner durablement de la déflation, les salaires accélèrent, soutenant le pouvoir d'achat, et les entreprises sont incitées à gérer leur capital de façon plus dynamique via le versement de dividendes ou des opérations de fusions ou acquisitions. Par ailleurs, l'épargne est de plus en plus orientée vers les marchés financiers.

Enfin, la Banque du Japon poursuit la normalisation de sa politique monétaire. Son taux directeur a été relevé à 0,50 %, un plus haut depuis 2008, et les achats d'obligations souveraines de très long terme ont cessé, entraînant un rebond du taux à 30 ans autour de 3 %, un niveau comparable à celui de l'Allemagne²¹.

Quelles implications pour vos investissements ?

- La devise japonaise, structurellement sous-évaluée, présente plusieurs caractéristiques intéressantes, notamment comme protection face au dollar. Le fait que la dette du pays soit majoritairement détenue par des investisseurs et institutions domestiques²² limite l'exposition du Japon aux pressions extérieures sur son financement. En période de tensions sur les marchés financiers internationaux, les investisseurs nippons ont même tendance à rapatrier leurs capitaux vers le Japon, ce qui soutient le yen.
- Dans un contexte de normalisation des taux, il est préférable de se concentrer sur les obligations japonaises de courte durée — jusqu'à deux ans — afin de limiter le risque de baisse de cours, ces derniers évoluant inversement aux taux de marché.
- Côté actions, le ralentissement du Nikkei, indice phare de la Bourse de Tokyo, depuis l'été 2024 a ramené les multiples de valorisation à des niveaux plus attractifs²³. Cela peut ouvrir des opportunités, à condition de faire preuve de sélectivité, en particulier vis-à-vis des titres les plus exposés aux droits de douane américains.



7 Sélectivité sur les marchés émergents

À l'image de la désynchronisation des grandes économies mondiales, les pays émergents connaissent aussi des fortunes diverses.



Quelles implications pour vos investissements ?

Chine :

L'approche reste sélective en raison des tensions économiques persistantes (environnement commercial mondial, crise immobilière, vieillissement de la population...). Le segment de l'intelligence artificielle, moins chèrement valorisé qu'aux États-Unis, offre certaines opportunités. Plus largement, les mesures de relance des autorités seront à tenir à l'œil.

Asie émergente (hors Chine) :

Entrée dans une phase de contraction, la région suscite un regain d'intérêt pour les actions à faible volatilité, à la croisée des styles défensif, value et rendement. L'Inde, en particulier, conserve son statut de « refuge commercial », soutenue par la reprise de la demande rurale, la baisse de l'inflation et une fiscalité plus favorable.

Brésil :

Relativement peu exposé aux tensions commerciales, le pays bénéficie de la vigueur du secteur agricole et de la hausse des exportations. De plus, le cycle de baisse des taux directeurs devrait s'intensifier d'ici la fin d'année, apportant un soutien supplémentaire aux marchés actions, en particulier au quatrième trimestre.

Grèce :

Épargnée par les tensions commerciales grâce à une économie largement tirée par le tourisme, la Grèce conserve un profil attractif. Le secteur bancaire offre un rendement du capital particulièrement élevé, avec un retour aux actionnaires (dividendes + rachats d'actions) autour de 10 %.



Conclusion : comment investir dans un monde instable ?

À l'issue d'un premier semestre aussi mouvementé qu'instructif, le second s'annonce tout aussi exigeant pour les investisseurs. Si l'environnement économique ne bascule pas dans la crise, il n'offre pour autant aucun répit. La désynchronisation des cycles économiques, la montée des tensions commerciales, les politiques monétaires divergentes, les tensions géopolitiques ou encore les pressions inflationnistes persistantes dessinent une partition complexe. Et dans ce monde où les repères traditionnels vacillent, toute stratégie d'investissement se doit d'être agile, dynamique et sélective.

Les droits de douane américains, à la fois incertains et à envisager dans une perspective structurelle, posent une menace durable sur les chaînes de valeur mondiales. Même atténuées par l'effet « TACO »¹ (atténuation en dernière minute des mesures), ces tensions commerciales pèseront sur la visibilité de nombreuses entreprises. Cette situation appelle une gestion active, centrée sur les entreprises capables de maintenir leurs marges dans un contexte d'inflation importée.

Parallèlement, les grandes régions économiques sont en pleine désynchronisation avec l'Europe qui semble entrer en phase de redémarrage alors que les États-Unis amorcent un ralentissement cyclique. Dans ce contexte, il est crucial de diversifier son exposition géographique et de rester attentif aux indicateurs conjoncturels, tout particulièrement les enquêtes PMI en Europe et les indices ISM aux États-Unis, afin d'ajuster en temps réel les portefeuilles aux signaux de cycle.

Le facteur taux d'intérêt reste un pivot central des décisions d'allocations alors que les inconnues demeurent nombreuses comme l'évolution de l'inflation et de la politique de la Réserve fédérale américaine (Fed) ou le risque de tensions sur les marchés obligataires aux États-Unis en raison de

la hausse des dettes du pays. Dans cet environnement, la flexibilité est la seule réponse cohérente du côté obligataire : savoir alterner entre dettes à taux fixes, taux variables ou indexées sur l'inflation devient indispensable pour gérer activement les tensions sur les prix et le risque de taux.

Face aux doutes entourant le dollar, la question de la devise devient elle aussi stratégique. Une approche plus large, intégrant d'autres monnaies (yen, euro, dollar australien ou certaines monnaies d'Europe centrale) permettrait de mieux encaisser les à-coups du billet vert, sans sacrifier le rendement.

Enfin, le pétrole reste un joker aux nombreux impacts. S'il devait repartir à la hausse, le risque de stagflation se réactiverait aux États-Unis, altérant tant les marges des entreprises que la trajectoire monétaire. Il constitue ainsi un indicateur clé à surveiller non seulement pour ses effets directs, mais aussi pour ses implications sur les portefeuilles via l'inflation.

Dans cet univers incertain, la qualité des actifs reste le socle de toute stratégie. Cela signifie privilégier les bilans solides, la visibilité sur les flux de trésorerie, les entreprises capables de s'adapter aux chocs, mais aussi les émetteurs obligataires bénéficiant d'une notation pérenne. Plus que jamais, investir en 2025, c'est conjuguer sélectivité et souplesse, rigueur et surtout, flexibilité.

1. TACO signifie Trump Always Chickens Out – Trump change constamment d'avis.
2. Source : Bloomberg Analytics, chiffre au 12/06/2025 (USD).
3. Source : Bloomberg Analytics, chiffre au 12/06/2025 (EUR).
4. Moody's, 16/05/2025, <https://www.moodys.com/web/en/us/about-us/usrating.html>.
5. Chiffre au 12/06/2025 (Federal Reserve Department).
6. Chiffre au 12/06/2025.
7. Chiffre au 12/06/2025, indice MSCI Emerging Markets.
8. Source : Bloomberg, *Trump Says Again He'll Set Unilateral Tariffs in Two Weeks*, 12/06/2025.
9. Source : AP News, *Trump warns Walmart: Don't raise prices due to my tariffs but do eat the costs from those taxes*, 17/05/2025.
10. <https://fred.stlouisfed.org/series/CPILFESL#>.
11. Rapport sur le commerce extérieur du BEA (Bureau of Economic Analysis) pour le mois de mars.
12. The Federal Reserve, chiffres au 12/06/2025.
13. <https://fred.stlouisfed.org/series/CPILFESL#>.
14. <https://fred.stlouisfed.org/series/DGS30>.
15. Source : Bloomberg, *Student Loans Drive US Delinquency Rate to Highest Since 2020*, 13/05/2025.
16. Chiffres au 31/05/2025 communiqués par le Département du Trésor américain.
17. Évaluation du Bureau du budget du Congrès américain (CBO).
18. Source : Baker Hughes Rig Count, chiffres au 13/06/2025.
19. Source : Agence américaine d'information sur l'énergie, <https://www.eia.gov/outlooks/steo/>
20. Nomura Research Institute, *Trump Administration Announces Reciprocal Tariffs*, 3/04/2025.
21. Au 12/06/2025, le taux à 30 ans japonais était de 2,89 % et son homologue allemand de 2,93 % selon l'agence Bloomberg.
22. Selon les données de la Banque du Japon reprises par Bloomberg, les investisseurs étrangers détenaient au total 11,9 % de la dette publique du Japon fin 2024.
23. L'indice Nikkei présente un rapport cours/bénéfices réalisés de 17,6 au 12/06/2025 selon l'agence Bloomberg.

Nous sommes à votre service



- dans votre agence Beobank
- via Beobank Service Center
Vous pouvez nous joindre
au **02/622.20.00**,
du lundi au vendredi de 8h00 à 20h00
et le samedi de 9h00 à 12h30
- via Beobank Online sur **www.beobank.be**
- via votre application **Beobank Mobile**

Date éditoriale : 18/06/2025. La présente publication reprend des informations générales et ne constitue pas un conseil personnalisé. Ces informations peuvent changer ou faire l'objet de règles ou d'interprétations particulières en fonction de la situation concernée. Beobank décline toute responsabilité quant à l'exactitude, l'exhaustivité et la mise à jour des informations provenant des sources citées.

Nous vous rappelons que les produits d'investissement sont exposés à des risques en ce compris la possible perte du capital investi. Les produits d'investissement ne sont pas des dépôts bancaires et ne sont pas garantis par Beobank NV/SA.

E.R.: Beobank NV/SA | Boulevard du Roi Albert II 2, 1000 Bruxelles | TVA BE 0401.517.147 | RPM Bruxelles | IBAN BE77 9545 4622 6142.